

PROJECT SYNDICATE

THE WORLD'S OPINION PAGE

GLOBAL HEALTH & DEVELOPMENT



ASIT K. BISWAS

Asit K. Biswas is Distinguished Visiting Professor at the Lee Kuan Yew School of Public Policy in Singapore and co-founder of the Third World Center for Water Management. He was a founder of the International Water Resources Association and World Water Council.



AHMET C. BOZER

Ahmet C. Bozer is Executive Vice-President of the Coca-Cola Company and President of Coca-Cola International.

SEP 18, 2014

Une valeur à l'eau

SINGAPOUR/ATLANTA – Au début du XIX^e siècle, Lord Byron écrivait dans *Don Juan* que « Jusqu'à ce que la douleur le lui enseigne, l'homme ne sait pas quel trésor est l'eau ». Presque 200 ans plus tard, l'humanité ne semble toujours pas connaître la valeur de l'eau, comme l'ont montré des décennies de mauvaise gestion de l'eau et de la gouvernance dans presque tous les pays. Mais la crise imminente des ressources hydriques devient de plus en plus difficile à ignorer – surtout pour ceux qui en ressentent déjà les effets.

Il est certain que certains progrès ont été réalisés ces dernières années dans la gestion des ressources hydriques. Mais ils se sont déroulés à petit feu, à un rythme beaucoup trop lent pour réellement régler le problème.

Pour stimuler le progrès, de grandes sociétés multinationales comme Nestlé, Coca-Cola, SABMiller et Unilever – qui ont longtemps prévenu avec insistance leurs investisseurs des problèmes que la rareté de l'eau potable représente pour leurs activités, et pour les collectivités dans lesquelles ils ont des usines – étudient des méthodes pour améliorer l'accès, la qualité et la pérennité de l'eau. Pour réussir, elles devront adopter une nouvelle stratégie qui bouscule les idées préconçues sur la problématique de l'eau et les méthodes pour la résoudre.

Ainsi, le paradigme actuel veut que le monde ait besoin d'une meilleure gestion de l'eau. Même s'il contient sa part de vérité, l'axiome est trop étroit. La gestion de l'eau ne devrait pas être considérée comme une fin en soi – une solution à une seule variable pour un problème à variable unique, mais comme un moyen d'atteindre plusieurs objectifs, notamment la conservation de l'environnement et le développement social et économique.

Dans une telle perspective élargie, il faut changer la plupart des paradigmes, pratiques et procédés qui servent actuellement à la gestion des ressources hydriques des collectivités. Puisque la course aux ressources hydriques ne peut être dissociée de la quête concurrentielle pour, disons, la nourriture et l'énergie, elle ne peut être abordée séparément. Les problèmes où interviennent plusieurs variables exigent des solutions à plusieurs paramètres.

Pour compliquer encore les choses, l'environnement dans lequel ces problèmes évoluent risque lui aussi de varier considérablement dans les prochaines décennies, en raison de l'évolution démographique, de la croissance de la population, de l'urbanisation, de la migration des populations à l'intérieur et à l'extérieur des pays, de la mondialisation, de la libéralisation des échanges et du grossissement rapide des rangs de la classe moyenne dans le monde en développement. Ces tendances accompagneront l'industrialisation et les progrès scientifiques et technologiques (particulièrement dans les technologies de l'information et des communications) et transformeront les habitudes alimentaires et les comportements d'achat.

Il en résulte que les comportements de consommation d'eau se modifieront considérablement, notamment dans l'exploitation indirecte de la ressource, par l'évolution de l'agriculture, de la consommation d'énergie et de l'utilisation du

territoire. En fait, ces liens sont déjà présents dans beaucoup de régions du monde. Ainsi, dans bon nombre de pays d'Asie – dont l'Inde, la Chine et le Pakistan – le niveau des eaux souterraines baisse à un rythme inquiétant, en raison d'une surexploitation de la ressource et des subventions à l'énergie.

Pour l'Inde, le problème est apparu dans les années 1970, lorsque les grands donateurs ont incité les autorités publiques à électrifier gratuitement pour l'irrigation des cultivateurs. Les subventions étaient gérables au début, et ont atteint leur objectif de stimuler la production alimentaire dans des États du Pendjab, du Haryana, du Rajasthan, du Gujarat et du Maharashtra.

Mais la mesure a enlevé l'intérêt des cultivateurs à restreindre les volumes d'eau qu'ils tiraient de la nappe phréatique. Ils n'avaient qu'à investir pour installer des pompes – et ils l'ont fait de plein gré, faisant en sorte que 23 millions de pompes à eau fonctionnent aujourd'hui.

Cette prodigalité a réduit drastiquement le niveau des eaux souterraines, forçant les gens à forer de plus en plus profond les puits d'où l'eau est soutirée. Selon le Centre du tiers monde pour la gestion de l'eau, la quantité d'électricité nécessaire pour pomper l'eau en Inde a doublé et, dans certains cas, a même triplé, et ce, dans la dernière décennie seulement, car les profondeurs des puits tubés sont passées de 10 -15 m à 200 - 400 m. L'augmentation de la profondeur nécessite de 3 à 4 fois plus de puissance pour chaque pompe.

Dans de telles conditions, les ministères responsables de la gestion de l'eau dans les différents États disposent de très peu d'options pour pérenniser l'irrigation tirant sa source de la nappe phréatique. Les subventions à la consommation d'électricité augmentant sans cesse, ce qui réduit la rentabilité du secteur de l'énergie, il est difficile de concevoir des politiques efficaces pour endiguer la surexploitation des eaux souterraines.

Le secteur de l'eau devra suivre les développements du secteur de l'énergie et des autres secteurs, sur lesquels, malgré des liens étroits, il a très peu d'influence. Il va sans dire que la coordination efficace des politiques des différents secteurs ne sera pas si facile.

La barre peut sembler haute, mais en fait, ces problèmes ne sont pas insurmontables – pour autant que nos dirigeants s’engagent à s’y attaquer. Les technologies, le savoir-faire et l’expérience nécessaires sont déjà à notre portée, même le financement. Fort d’une volonté politique déterminée, de pressions soutenues d’un public avisé, et d’une attitude audacieuse de la part des professionnels et des organismes de gestion de l’eau menant des initiatives de coopération intersectorielles, les problèmes de gestion des ressources hydriques pourront vraiment être réglés.

Il faut cependant agir, dès maintenant. Le temps tire à sa fin et le puits est presque à sec.

Traduit de l’anglais par Pierre Castegnier

<https://www.project-syndicate.org/commentary/asit-k--biswas-and-ahmet-c--bozer-warn-that-current-efforts-to-improve-the-management-of-water-scarcity-are-woefully-inadequate/french>

© 1995-2015 Project Syndicate